

Je veux parler de ces problèmes qui affligent et empoisonnent l'organisation politique de plus d'un pays d'Europe. Nous pouvons dire, je crois, que nous avons trouvé la solution du problème des minorités en nous fondant sur le respect mutuel. Dans la province de Québec nous nous respectons les uns les autres. Or, de ce respect nous passons bien vite à la sympathie et à l'entente. Il est vrai, honorables sénateurs, que je représente ici la minorité protestante dans la province de Québec, mais j'espère bien que le dernier geste que j'aurai à poser au Sénat sera celui de protester contre un empiétement quelconque sur les droits de cette minorité.

Des honorables SÉNATEURS: Très bien! très bien!

L'honorable M. HUGESSEN: Je vais maintenant parler un peu de quelques-uns des principaux points du discours du trône. Il est extrêmement réconfortant de savoir que le commerce extérieur du pays s'améliore et il est surtout agréable d'apprendre que les négociations avec la Grande-Bretagne pour un nouveau traité de commerce sont en bonne voie de réalisation. Tout le monde est d'avis, je crois, que c'est dans une augmentation du commerce international que réside la solution de la plupart des graves problèmes auxquels nous avons à faire face: le problème du chômage, le problème des déficits des Chemins de fer Nationaux, le problème de la dette nationale.

Le chômage, malheureusement, est encore à l'état aigu, particulièrement dans nos grandes villes, mais l'excellent travail accompli par la Commission nationale de placement va permettre à bref délai de mettre ce problème au point et, si je puis m'exprimer ainsi, de le démembrer.

Bien que cela puisse paraître présomptueux de ma part, je vais me permettre de soumettre une idée au Gouvernement; il me semble que, d'après l'expérience des autres pays, la meilleure méthode pour diminuer davantage le nombre des chômeurs serait, de toute évidence, d'encourager l'industrie du bâtiment, surtout la construction de logements. Un bon pas dans cette voie a été fait par le plan d'amélioration des logements mis en vigueur par la Commission nationale de placement mais je crois qu'on pourrait faire quelque chose de plus dans ce sens. L'industrie du bâtiment, avec tous ses métiers connexes, emploie et semble en mesure d'employer un bien plus grand nombre d'ouvriers et ce n'est pas une industrie sujette à une trop grande concurrence entre la machine et la main-d'œuvre. Les industries du bâtiment doivent employer des ouvriers et ceux-ci ne peuvent

pas être remplacés par des machines comme dans certaines industries.

Voici en quels termes le discours du trône parle des affaires extérieures:

La situation internationale continue de causer bien des inquiétudes.

Cela amène immédiatement la question de savoir quel rôle notre pays devrait jouer dans le domaine international. Deux opinions extrêmes sont émises sur ce sujet. La première consiste dans ce que l'on pourrait appeler le point de vue de l'isolement. Ses tenants sont d'avis que, abstraction faite des obligations que nous pouvons avoir en qualité de membres du Commonwealth des nations britanniques ou en qualité de membres de la Société des Nations, nous devons nous tenir entièrement à l'écart des affaires extérieures, autrement dit vivre pour nous seuls. En second lieu il y a le point de vue de l'impérialiste ardent qui nous dit que, en notre qualité de membre de l'Empire britannique, nous sommes inévitablement et directement touchés par tout ce qui se passe dans le monde entier.

J'estime qu'il y a des objections à ces deux points de vue extrêmes. Prenons en premier lieu le point de vue impérialiste. Je ne crois pas qu'on puisse nier que l'opinion publique de notre pays n'approuverait jamais l'idée que le Canada devrait intervenir par la force armée dans un conflit, si peu important ou si éloigné de notre pays qu'il soit, simplement parce qu'une autre région de l'Empire est engagée dans ce conflit.

Mais l'objection s'applique aussi, me semble-t-il, au point de vue du tenant de l'isolement. Supposons que la Grande-Bretagne soit en guerre avec quelque autre grande puissance. Je ne crois pas du tout que l'opinion publique au Canada tolérerait jamais un état de choses dans lequel non seulement nous nous tiendrions à l'écart du conflit, mais nous entreprendrions de vendre à la puissance ennemie des munitions et du matériel de guerre qui serviraient à combattre la Grande-Bretagne. Il me semble que le moins que nous puissions faire dans des circonstances de ce genre serait de mettre fin aux relations commerciales avec la nation ennemie.

Comme il arrive souvent dans le cas d'opinions extrêmes, les deux sont probablement fausses et la vraie attitude que doit prendre notre pays est de se tenir dans un juste milieu. J'imagine que la seule chose qui nous reste à faire actuellement est d'adopter une ligne de conduite quelque peu analogue à celle que la Grande-Bretagne semble suivre en Europe,— ne pas prendre d'attitude tranchée, mais attendre les événements et si, en définitive, une crise se déclare, décider l'attitude que nous devons prendre à la lumière des circonstances,